

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

BELGE.

Edition du matin

SAMEDI
B. de la rue de la Loi, 10.
Ca s'abonne :
BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62.
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste.
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51.
ALLEMAGNE, A. L. Schöner, 10, Lendelshofstrasse.
AMSTERDAM, B. E. Schöner, 10, Lendelshofstrasse.
LA HAYE, B. E. Schöner, 10, Lendelshofstrasse.
ROTTERDAM, M. N. Schöner, 10, Lendelshofstrasse.
LUXEMBOURG, au bureau de poste.
ROSE, Morle, librairie, place Compiègne, 21.
FLORENCE, Vieuxsue, cabinet littéraire.
NAPLES, Delton et Rocholl.
MADRID, Alphonse Duran, Bailly-Baillière.
CONSTANTINOPLE, Christian, libraire.
MILAN, Decipris et C., libraires.

BRUXELLES, 8 novembre.

REVUE POLITIQUE.

Le parti légitimiste français est résolu à faire une campagne à fond, dans la session qui va s'ouvrir à Versailles. Ses députés à l'Assemblée se sont distingués, pendant les vacances parlementaires, comme ses journaux, par leur ardeur à prêcher la monarchie traditionnelle, à l'exclusion de toute autre, et à persuader à la nation qu'elle ne pouvait attendre son salut que du Roy représentant idéal de la tradition.

Les conférences auxquelles le prince a convié ses amis du premier degré ne se termineront que demain ou dimanche. On ne peut donc rien savoir encore de certaines résolutions qui en sortiraient. Ce que l'on peut tenir toutefois pour assuré, d'après le langage des journaux légitimistes, c'est qu'un grand effort, le principal probablement, sera tenté par les chefs-légers de la légitimité pour arracher à l'Assemblée une loi restrictive du suffrage universel. L'Union la déclare expressément, le parti veut éliminer du corps électoral tous les électeurs âgés de moins de 25 ans et imposer à tous les autres la condition d'un domicile fixe, prolongé que possible. La majorité de la Chambre n'y serait que trop disposée, et si M. Thiers y voulait prêter les mains, la chose s'accomplirait sans difficulté. Mais, ainsi que nous l'avons dit hier, M. Thiers semble décidé à résister à cet acte de réaction. L'expérience de la loi du 31 mai 1850 lui suffit, apparemment, et s'il pouvait être tenté de la recommencer, il sait bien qu'il aurait contre lui toute l'opinion libérale.

M. Thiers ne commettra pas cette faute. Il n'est pas de ces hommes dont on peut dire, après vingt ans, qu'ils n'ont rien oublié, ni rien appris. La monarchie, par des actes répétés, qu'il a beaucoup agités depuis le 24 février, et qu'il s'en fait très-justement honneur.

C'est pas sur M. le président de la République, nous le croyons fermement, que la droite légitimiste peut compter pour la réalisation de ses desseins réactionnaires en matière électorale. Il est vrai que, à défaut de M. Thiers, elle compte sur la commission électorale instituée par l'Assemblée et qui a élaboré les bases d'une loi nouvelle conforme à ses vœux. Seulement, les choses ne marchent pas, de ce côté non plus, aussi facilement qu'elle se l'est imaginée. La commission se trouve incomplète par suite du décès d'un de ses membres, M. Pauline, et de la démission de M. Thiers, le 24 février. Avant qu'elle mette la dernière main à son œuvre, l'Assemblée sera vraisemblablement appelée à nommer deux commissaires nouveaux. Or M. de Jouvencel, en donnant sa démission, a motivé sur ce fait que la commission, nommée exclusivement pour examiner quelques projets de modification à la loi électorale actuelle, était peu à peu devenue le comité de réforme de la législation électorale, ce en quoi l'honorable député estime qu'elle a outre-passé ses pouvoirs. Cette question de principe devra être tranchée par la Chambre avant qu'elle donne un successeur à M. de Jouvencel.

La droite prétend donc bien être battue sur le terrain de la préférence électorale, avant même que la commission en laquelle elle met ses espérances soit en mesure de saisir la Chambre d'aucune proposition.

Des bruits alarmants pour la cause libérale sur la crise intérieure en Prusse ont été répandus ces jours derniers. Ils sont démentis de tous côtés. Des conférences avec des hommes de confiance des différents partis de la Chambre des Représentants étaient imminentes à la date du 24 février.

Deux bonnes heures se passeront sans qu'aucun bruit vienne troubler le morne silence de la nuit. Jean s'était remis à dormir de plus belle, et le brave Bérard lutait de son mieux contre la fatigue écrasante du jour et les sollicitations de plus en plus impérieuses du sommeil; la lampe rougeoie, et ses yeux troubles s'écartent par moments de percevoir distinctement les objets. Deux ou trois fois déjà il s'était surpris s'abandonnant tout à fait et il était positif qu'il s'était réveillé en sursaut à plusieurs reprises. Tout d'un coup, au moment même où il rêvait que le brigadier venait lui annoncer la fin de sa consigne, le pauvre Bérard se sentit saisi, renversé, balotté et garroté en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. C'était Jean, qui, de ses dents aiguës, avait rongé lentement ses entraves et en utilisait les débris contre son gardien. Une fois libre de ses mouvements, Jean courut à la porte avec la lumière, et d'une pesée énorme la fit sortir des gonds comme autrefois Samson les portes de Gaza. Il ouvrit alors la première porte, et, sans hésiter, se précipita dans la rue, et, la main haute, la fièvre frémissante, d'un fier sourire, lançant un mot d'adieu au destin, disparut aussitôt dans l'ombre.

4) Reproduction interdite. — Voir l'Indépendance d'hier.

7 novembre. Des pourparlers provisoires avaient déjà eu lieu avec plusieurs notabilités parlementaires et devaient être suivis de négociations ultérieures. Il résulte déjà de ces pourparlers provisoires, que le gouvernement à la vérité, en fait de modifications à la loi des Cérès, demande un peu plus que les journaux officieux n'avaient avancé, mais sans aller cependant la base et les principes essentiels de la loi. On espère toujours arriver à une entente. La discussion à la Chambre des Représentants sera dès lors assez courte, et le gouvernement demandera l'adoption de la réforme à la nouvelle Chambre des Seigneurs si non en bloc, du moins de manière à ne pas en prolonger indéfiniment la discussion.

Voilà en quoi résulte de nos derniers renseignements de Berlin. On paraît encore d'un autre projet qui touche à la réforme de la Chambre des Seigneurs. Une ordonnance du 3 novembre 1861, contresignée par un ministre libéral, avait réduit le nombre des représentants de l'ancienne propriété foncière, appelée à siéger à la Chambre haute. Une ordonnance postérieure, du 10 novembre 1863, rapportant la première ordonnance, a décidé que des modifications concernant la première Chambre ne pourraient avoir lieu désormais que par la voie législative. Il s'agit donc d'en arriver maintenant, par une loi, à une réduction des éléments pour ainsi dire immuables de la catégorie des représentants de la propriété foncière.

Si le gouvernement n'en prenait pas l'initiative, il faudrait attendre à ce que cette question fût soulevée à la Chambre des Représentants et peut-être même par le centre ou la gauche de la Chambre des Seigneurs. Mais, on le comprend, elle ne se présentera qu'en seconde ligne et lorsque la question pendante devant la première Chambre sera vidée.

Les Diètes provinciales de l'Autriche ne font pas encore parler beaucoup d'elles; mais celle de Tyrol, notamment, au gouvernement, paraît vouloir chercher noise au universel, l'université d'Innsbruck, et le recteur devait être choisi cette année, en vertu d'un roulement établi, dans la faculté de théologie, composée en grande partie de professeurs jésuites, a porté son choix sur un professeur d'une autre faculté, choi qui le ministère a ratifié. Trente députés tyroliens ont signé une interpellation à ce sujet en signifiant au gouvernement que, s'ils ne recevaient pas, dans le délai de huit jours, une réponse satisfaisante, et si le renvoi du recteur n'était pas ordonné, ils s'abstiendraient de siéger à la Diète, et de la Diète et qu'il en résulterait au gouvernement.

La Chambre des Députés d'Espagne vient de donner une nouvelle preuve de son désir de s'avancer fermement dans les voies libérales. Elle a pris en considération une proposition due à l'initiative d'un de ses membres et tendante à décréter la «secularisation de l'enseignement moyen et celle des universités».

Les dernières nouvelles du Mexique annoncent l'élection de M. Lerdo de Tejada comme président de la République. M. Lerdo n'avait pas, que nous sachions, de compétiteur.

D'après des informations venues par la voie de la Havane, le nouveau président, en prenant à titre définitif le pouvoir qu'il exerceait par intérim, pourrait annoncer au pays la fin de la guerre civile. Porfirio Diaz aurait accepté l'amnistie.

RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

SAINT-NICOLAS.
Dans son rapport relatif à l'année 1870, la Chambre de commerce de Saint-Nicolas constatait que, malgré la guerre, le travail manufacturier de son ressort avait pu se maintenir dans un état assez satisfaisant. Son rapport sur 1871 mentionne une situation incontestablement plus prospère. Les fabriques ont travaillé régulièrement et sans relâche toute l'année, et elles n'ont pas eu à craindre de donner à leur production un élan exceptionnel, de dépasser les limites que leur traçait la commande. L'en-

combrement n'était pas à redouter en face des besoins auxquels elles devaient être forcément appelées à satisfaire, grâce à la reprise des affaires qui s'était manifestée peu après la conclusion de la paix entre la France et l'Allemagne.

Il y avait là une cause d'activité due aux circonstances. A cette cause vint s'en ajouter une autre d'une nature plus solide, et toute à l'honneur des manufacturiers. Nous voulons parler des notables progrès réalisés depuis deux ans dans les diverses branches de l'industrie lainière.

Les perfectionnements introduits dans les procédés de fabrication ont donné aux articles dits de Saint-Nicolas un fini qui les a rehaussés dans l'estime du négoce et a augmenté la faveur dont ils jouissaient. C'est un grand pas qu'ont fait les fabricants, et, persuadés qu'ils sont qu'il leur en reste à faire encore, on peut être convaincu qu'ils marcheront avec assez de persévérance dans cette voie nouvelle et excellente pour atteindre le degré de perfection où ils pourront lutter avec avantage aussi bien sur le marché intérieur que sur ceux du dehors.

Il nous faut insister sur un point qui a son importance. En 1870, les négociants belges, contraints par la situation que la guerre leur avait faite, et malgré certaines préventions qui les éloignaient des produits manufacturés à Saint-Nicolas, avaient dû y recourir. Ils se sont bien trouvés de cet essai, par là il est, puis en 1871, leurs commandes ont pris plus d'importance.

La Chambre de commerce de Saint-Nicolas, dans d'intéressants détails sur les fluctuations que le prix de la laine a subies pendant l'année. Nous citerons ce passage de son rapport. Le voici :

« Par suite de diverses circonstances, et, en dernier lieu, par la stagnation des affaires durant la guerre, la laine était, après une baisse constante depuis plusieurs années, tombée à des prix excessivement bas, et cette dépréciation était marquée surtout en janvier et en février. La paix conclue, un revirement s'opéra. L'augmentation, faible au début, s'accrut de jour en jour, d'autant et prit bientôt de fortes proportions.

« Nos fabricants n'avaient pas encore contracté d'engagements, et, par bonheur, ils s'étaient généralement bien approvisionnés durant la période du bon marché. Ils produisaient donc dans des conditions lucratives, bien qu'il leur fût impossible d'élever complètement le prix de leurs étoffes au niveau de celui de la matière première, tant le renchérissement de celle-ci était rapide. Cette hausse indéterminée accélérât la demande de marchandises.

« Certains tissus en pure laine éprouvèrent plus particulièrement les effets bénéficiaires de cette bonne situation, et leur confection a grandement contribué à la persistance du travail pendant toute la saison d'été.

« Vers la fin de l'année nos industriels se trouvaient en présence de la nécessité d'un approvisionnement de matières premières à un taux extrêmement élevé. Ne pouvant obtenir des prix proportionnés au renchérissement des textiles employés, ils effectuèrent le placement de leurs marchandises avec plus de difficultés et durent se contenter de bénéfices plus restreints.

« On peut évaluer de 20 à 30 p. c. la hausse que la laine avait subie à cette époque.

« Dans ce qui précède, nous n'avons parlé que des manufacturiers. Leur campagne a été satisfaisante; les ouvriers ont eu leur part de cette prospérité et leur salaire a été généralement augmenté. On n'avait donc qu'à se féliciter des faits qui ont marqué l'année 1871, si l'on n'avait pas à en signaler un de tous points déplorable. L'insurrection primaire ne se vulgarise pas chez l'enfant du travailleur. Quels que soient les efforts faits par les autorités, les bienfaits qu'on peut attendre de l'éducation sont encore généralement méconnus de l'ouvrier père de famille. Dans son égoïsme

inconscient, il croit de son profit d'utiliser le travail prématuré de son enfant, et il l'attache au métier dès qu'il en a à peu près la force plurielle que de l'envoyer à l'école. C'est la tradition. On a été élevé dans l'ignorance, et c'est dans l'ignorance qu'on maintient les siens. C'est là que l'on comprend les services que rendrait l'instruction obligatoire.

En résumé, l'année 1871 a été bonne pour le ressort de la chambre de commerce de Saint-Nicolas, et il est à souhaiter que cette situation se maintienne. Rien ne fait craindre qu'il en soit autrement. En présence d'un tel état de chose, la chambre de commerce est sobre de vœux. Elle demande seulement la réciprocité complète entre la France et la Belgique pour les droits d'entrée sur les huiles et l'amélioration du service de transports par chemins de fer.

L'Organe de Namur affirme qu'il y a dissentiment entre les membres du cabinet à propos des nominations restant à faire pour compléter le collège électoral de cette ville. M. Malou ne voudrait pas se rendre aux desirs du ministre de l'intérieur, qui aurait fait choix pour les fonctions d'échevins de MM. Hamoir, Douchamps et Wasseige.

Voici le détail exact de tous les impôts communaux votés à Bruxelles pour l'année 1873 :

1° Quarante centimes additionnels ordinaires et extraordinaires au principal de la contribution personnelle.
2° A quinze centimes additionnels au principal de la patente : a) des sociétés anonymes, des banquiers, changeurs, commissionnaires en fonds publics, des courtiers, agents de change, directeurs et administrateurs de sociétés; b) des négociants, commissionnaires et courtiers en huiles, essences, bières, vins, spiritueux, houblons, cotons, laines, tabacs, bois, céréales, farines, denrées coloniales; c) des propriétaires de six premières classes du tarif B du droit de patente.

3° Dix centimes additionnels au principal des patentes des catégories :
a) Imposé de 250 p. c. du revenu cadastral de toutes les propriétés immobilières, augmenté de 140 p. c. en remplacement des centimes additionnels à la contribution foncière pour les propriétés immobilières non exonérées par l'Etat;
b) Une taxe de 20 fr. sur les voitures à deux chevaux, et de 30 fr. sur les voitures à quatre chevaux;
c) Une taxe de 10 fr. sur les chiens légers, dogues, bouledogues et boules-terriers et sur les chiens de chasse, et de 5 fr. sur les chiens d'autres espèces;
d) Un impôt de 250 p. c. de revenu net de toutes les propriétés immobilières exemptées temporairement de la contribution foncière au profit de l'Etat;

4° Une taxe de 250 fr. imposée à toute personne qui exerce à la Bourse de commerce la profession d'agent de change, de courtier et de commissionnaire en fonds publics. Chacun de ces contribuables aura le droit de se faire représenter à la Bourse par les employés de ses bureaux, moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire de 150 fr. par an pour chaque délégué.

5° Une taxe sur les constructions et les reconstructions, conformément à l'arrêté du conseil communal du 24 février 1863, modifié par l'arrêté du conseil communal du 18 novembre 1869 et du 10 novembre 1871.

A l'exception des centimes additionnels à la contribution personnelle, la perception restée due aux agents de l'Etat, les autres taxes et impôts seront recouvrés par les soins du receveur communal.

Il sera formé un rôle unique pour les impositions suivantes : a) centimes additionnels sur les patentes; b) impôt sur le revenu cadastral et dérivé des centimes additionnels à la contribution foncière; c) taxes sur les voitures; d) taxe sur les chiens. Une colonne spéciale sera ouverte au même rôle pour la révélation des concessions d'eau.

Le dossier des chemins de fer.

A monsieur le directeur de l'Indépendance.

Bruxelles, 8 novembre.
Permettez-moi, monsieur le directeur, d'appeler votre attention et celle du public sur les retards que la Compagnie du Grand-Luxembourg impose aux voyageurs obligés de parcourir le réseau qui lui est concédé.

Hier, j'étais à Dinant. Je voulais quitter l'aimable cité des copiers par le train de 6 h. 40; mais en dépit des promesses du livret officiel des chemins de fer, le train n'est parti qu'à 7 heures. — Soit 20 minutes de retard.

Je comptais, m'en allant toujours au livret officiel, arriver à Namur, à 7 h. 35. Il était 8 h. 5, lorsque j'y débarquai. Vous voyez que le retard se comble. C'est à dire. Tout à l'heure 20 minutes; maintenant trente. Mais ce n'est rien encore.

« La ! la ! sans doute, et c'était un brave garçon; qui dit le contraire ? Après ça, nous ne savons rien de l'affaire que ce que Jean-Onces en raconte, peut-être n'est-ce pas aussi grave qu'il dit. Voyons, petit, répète un peu pour voir... est-ce bien deux gendarmes que Jean a tués, dis ? »

« Malgré l'empire que le vieillard exerçait sur lui, Jean-Onces recula épouvanté devant ce qu'il voulait lui faire dire, et recommença son récit en rétablissant les faits sans trop d'exagération.

« Eh ! que disais-tu tantôt ? Tu vois bien, ma fille, on se presse toujours de pleurer ! Si Jean n'a tué personne, il n'a plus d'excuse à redouter. Essuie tes yeux. Je sais bien qu'il reste les gendarmes; mais, enfin, nous n'y sommes pas encore. Il sera toujours temps de nous désoler après les assises ! n'est-ce pas, Lisette ? »

« Ce vieux Martin avait une manière de consoler les gens faite tout exprès pour rendre leur chagrin plus cuisant et leur douleur plus vive. Sans avoir l'air d'y prendre garde, il excellait à retourner le contenu dans la plaie, et énumérait avec une complaisance atroce tout ce qui pouvait l'envenimer ou l'aggraver. Félise ne put supporter plus longtemps ces discours, qui l'absorbaient, et se réfugia dans sa chambre pour pleurer tout à l'aise et sans contrainte.

« Quelle nuit ! elle s'était jetée sur son lit tout habillée, et ses larmes ruisselaient silencieusement sur l'oreiller. Elle songeait à sa jeunesse perdue, à ce grand amour dont elle n'avait jamais mieux senti la plénitude, à tous ses projets d'avenir, de famille, si chèrement caressés, maintenant brisés sans retour. Et Jean ! n'était-il pas cent fois encore plus malheureux qu'elle ? Comment, avec sa nature indomptable, supportait-il jamais cette vie de honte, de travail, de discipline et de privations ? Il y succombait, c'était sûr; mais, Jean mort, le monde n'était-il pas vide pour Félise ? Ah ! que son père était bien venu à lui dire : Séche tes larmes, il est tou-

jours temps de se désoler ! — Mon Dieu, prie-elle en sanglotant, faites-moi mourir ! mon Dieu, prenez-moi ! emportez-moi ou rendez-moi mon bien-aimé ! »

« O miracle d'où vient ce bruit ? peut-elle en croire ses oreilles ? n'est-elle pas le jouet d'une hallucination décevante ? Non, non ! c'est bien lui cette fois, c'est bien son coup de sifflet, c'est son signal, c'est Jean ! Jean qui revient, Jean qui l'appelle ! »

Félise éperdue court à la fenêtre et l'ouvre toute grande; Jean est là, en effet, son libre, les bras tendus vers elle; plus beau et plus fier d'habitude que jamais. — Oh ! Jean, dit Félise avec un accent d'indigne tendresse, et moi qui vous pleurais comme mort, ô mon Jean ? »

« Félise, dit Jean d'une voix grave, me tenez-vous toujours, comme par le passé, pour un homme droit et sincère ? »

« Oh ! certes ! »

« Voulez-vous toujours être ma femme ? »

« Oh ! oui, plus que jamais, Jean. »

« Je vais quitter le pays pour longtemps peut-être, Lisette; la femme suit son mari, voulez-vous me suivre ? »

« Je suis votre Jean, disposez de moi à votre volonté. »

« Eh bien ! faites vite votre paquet et descendez; nous n'avons pas de temps à perdre. »

Félise, sans hésiter, ouvrit son coffre, prit un peu de linge, une robe et des chaussettes de rechange, et descendit bravement par l'échelle que Jean venait de dresser contre sa fenêtre. L'abbé naissait; les deux amoureux gagnèrent la montagne d'un pas rapide et disparurent du côté des Grégories. Comme ils atteignaient les premières maisons du hameau, ils rencontrèrent Jean Cendrous en train de coupler ses bœufs pour les derniers labours de la saison. — Eh ! ch ! fit gaillardement celui-ci, je croyais être le premier levé de toute la combe, mais il paraît que tu es encore plus matinal que moi, mon compère ! »

« Jean Cendrous, dit résolument Félise en s'avancant vers le fermier, je vous prends à témoin que j'enlève Jean des Baumes que voici, et je vous prie d'en faire la dénoncé à mon père aujourd'hui même. »

« Où ça ? ma belle, c'est bien du dérangeant que tu me donnes là; mais on ne refuse pas de dénoncer un vol. Que Dieu vous conduise, mes enfants ! »

« Le robage est une vieille coutume celtique qui survit à l'invasion des mœurs françaises. C'est la loi qui enlève (robbe) son amant et qui le met ainsi, par sa déclaration, à l'abri de toute poursuite; le robage est la suprême ressource des amoureux à bout de patience. Quand on refuse obstinément de vous unir, on se robe, et tout est dit; le mariage ne tarde guère, et l'autorité paternelle en reçoit peut-être moins d'offense que des sommations respectueuses, inventées par le législateur du code civil. »

« Le père Martin écouta sans sourcilier la dénoncé de Jean Cendrous. — C'est bon ! dit-il, qu'il aille donc s'attendre à tout; mais je crains qu'il ne passe bien de l'eau sous le pont avant que nous allions à la noce ! »

« Jean et Félise passèrent la journée dans les Baumes de Maraval, Porcelle et Poiu au guet, comme on imagine. La nuit venue, ils gagnèrent le village, et bras dessus bras dessous vinrent frapper à la porte du presbytère.

« Que venez-vous faire ici, malheureux ? dit le curé; ne sais-tu pas que toutes les brigades du département sont à tes trousses, et qu'on veut en finir avec toi ? Sauve-toi vite, et Dieu veuille qu'il soit encore temps ! »

« Bah ! bah ! soyez donc tranquille, monsieur le curé; j'ai vraiment à cette heure d'autres soucis en tête, et je m'occuperai des vôtres un peu plus tard. Allons, si vous plaît, au plus pressé. »

« Et que peut-il y avoir de plus pressé pour toi que de fuir ? »

« Voici Félise, repart Jean avec gravité; nous sommes robbés ce matin, et je ne veux pas

construire de nouvelles gares ou agrandir les anciennes.

« Il s'arrêta à Taminé, à la gare de formation de Montigny, à Charleroi, à la gare de formation de Monceau, puis à la gare de Luttre, où l'on établit la station de Bruxelles à Luttre.

« Sa Majesté arriva à Charleroi vers quatre heures 15 minutes.

« On lit dans le Journal de Charleroi : « Sa Majesté Léopold II, revenant de son château d'Ardenne et voyageant incognito, est arrivée hier, vers quatre heures et demie, en notre gare. Le Roi avait visité en passant les travaux de la ligne, notamment ceux de la station de Taminé et de la gare de formation à Montigny.

« Un grand nombre de nos concitoyens étaient accourus pour saluer Sa Majesté. Au moment où le train royal s'est arrêté, M. Charles Lebeau, bourgmestre et sénateur, s'est présenté à la portière du compartiment pour présenter ses hommages au Roi. Sa Majesté accueillit notre honorable bourgmestre avec son affabilité ordinaire.

« Les valets abattirent le marche-pied et Sa Majesté descendit du wagon et donna la main à M. Lebeau. Les cris de : Vive le Roi ! plusieurs fois répétés, sortirent du sein de la foule. Le Roi salua, et s'adressant à M. Lebeau, lui demanda de l'accompagner pour visiter notre belle gare, et de lui faire connaître les travaux en cours d'exécution.

« A ces mots, un de nos concitoyens, dont les principes monarchiques sont d'ailleurs bien connus, s'écria : — C'est ça, et faites-la achever tout de suite, nous en avons besoin ! »

« Une pétition fut encore présentée par un autre de nos concitoyens, en faveur des parents des victimes du Mambourg.

« Enfin, le Roi et son entourage, composé de notre chef de station, M. Pains, directeur des ingénieurs, se dirigèrent vers la nouvelle station.

« Sa Majesté paraît être dans un état de santé satisfaisant, sa démarche est ferme et sa physionomie reposée. Le Roi portait un pantalon large, de couleur claire; une redingote noire, courte et serrée à la taille; un chapeau de soie noir.

« Aucun ministre n'accompagnait Sa Majesté; la berline royale ne contenait que MM. Fassiaux, directeur général, et Thiriar, directeur des voies et travaux, et plusieurs inspecteurs.

« Pendant la visite du Roi aux travaux de la nouvelle gare, notre honorable bourgmestre a entretenu Sa Majesté des besoins et des vœux de nos concitoyens. Il a fait remarquer que l'on trouvait déjà la gare trop petite.

« En effet, répondit le Roi, on manque peu la faire plus spacieuse, le terrain ne manquera pas. »

« Sa Majesté s'étonna de ce que l'on n'avait pas profité de l'espace pour élever un peu plus la station et agrandir la ville de ce côté.

« Notre honorable bourgmestre appela ensuite l'attention de Sa Majesté sur les autres travaux de la ville; il dit que l'administration communale a approuvé les plans depuis longtemps et que la mise en vente des terrains ne dépend plus que du ministère.

« Le Roi promit d'en parler à M. Malou, ministre des finances.

« Une demi-heure après, le cortège repartit. La foule répéta de nouveau et à plusieurs reprises les cris de : Vive le Roi !

« Arrivé près du wagon, Sa Majesté présenta la main à M. Lebeau, le remercia de l'objet accompagné et lui dit qu'elle était très-satisfaite des témoignages de sympathie dont elle était l'objet de la part des habitants de Charleroi.

« Le train royal quitta notre gare vers 5 heures, accompagné des dernières acclamations de la foule.

« Le collège des bourgmestres et échevins de la ville de Bruxelles a l'honneur d'informer le public que les dispositions suivantes ont été arrêtées pour la célébration de la fête patronale du Roi :

« Le 14 novembre, à huit heures du soir, les cloches de toutes les églises annonceront la solennité du lendemain.

« Le 15, à midi, un Te Deum sera chanté en l'église collégiale des SS. Michel et Gudule; des places seront réservées pour les autorités civiles et militaires.

« De semblables acclamations de gratitude à la même heure, en l'église consistoriale protestante et évangélique et dans le temple du culte israélite.

« L'hôtel de ville et les édifices publics seront pavés aux couleurs nationales; le soir, ils seront illuminés.

« Il paraît que les étudiants de l'université de Louvain ont nagère ouvert une souscription pour faire faire le buste d'un de leurs anciens professeurs, M. Delcœur, et le lui offrir en témoignage de leur affection. C'est M. G. Geis qui s'est chargé de reproduire en marbre les traits de M. Delcœur. Le buste est terminé, et demain prochain, il sera remis à l'ex-professeur, aujourd'hui ministre de l'intérieur.

« L'homme avec moi sur la montagne sans l'avoir prise pour femme légitime. Dites-nous notre messe de mariage sitôt minuit sonné, et priez le bon Dieu pour les pauvres neri ! »

« Dans la simplicité de son âme, Jean trouvait sa proposition la plus naturelle du monde, et l'honnête curé eut bien du mal à lui faire comprendre que le concordat avait codé s'apposait formellement à ce genre d'union, et qu'il commettrait un délit punissable en cédant à son désir.

« Comment faire alors, monsieur le curé ? dit Jean en jetant sur Félise un regard découragé, comment faire ? »

« Jean, dit le prêtre ému de l'éloquence muette de ce regard, je te connais de longue main, et je te sais homme d'honneur et craignant Dieu. Vous voilà, Félise et toi, comme mari et femme, sans le sacrement, et par tous les moyens il lui rendra à Félise sa bonne renommée. Vous êtes jeunes, et la fatigue ne vous fait pas peur; gagnez la Savoie par le plus court; en ce pays, les prêtres marient les gens sans que le parquet s'en mêle. A genoux, mes enfants, et recevez ma bénédiction pour votre voyage ! — Jean et Félise passèrent la journée dans les Baumes de Maraval, Porcelle et Poiu au guet, comme on imagine. La nuit venue, ils gagnèrent le village, et bras dessus bras dessous vinrent frapper à la porte du presbytère.

« Que venez-vous faire ici, malheureux ? dit le curé; ne sais-tu pas que toutes les brigades du département sont à tes trousses, et qu'on veut en finir avec toi ? Sauve-toi vite, et Dieu veuille qu'il soit encore temps ! »

« Bah ! bah ! soyez donc tranquille, monsieur le curé; j'ai vraiment à cette heure d'autres soucis en tête, et je m'occuperai des vôtres un peu plus tard. Allons, si vous plaît, au plus pressé. »

« Et que peut-il y avoir de plus pressé pour toi que de fuir ? »

« Voici Félise, repart Jean avec gravité; nous sommes robbés ce matin, et je ne veux pas

